

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE

Quotidien Republicain du soir

REDACTION & ADMINISTRATION

14, rue Drouot (Paris 9^e). — Téléph. : CENTRAL 69-70

142, rue Montmartre (Paris 2^e). — Téléph. : CENTRAL 80-82

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Etranger 32 fr.

Le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Le Salaire de la Femme

On commence, semble-t-il, à s'apercevoir que le salaire de la femme employée à la confection de fournitures militaires n'est pas en proportion avec la somme de travail qu'elle fournit.

Il y a belle lurette que les journaux ont tous les partis — sauf, peut-être l'Action Française — ont traité cette question.

La situation de la femme, loin de s'améliorer, est devenue de plus en plus mauvaise. Si des mesures énergiques ne sont pas prises pour adoucir le sort de nos braves travailleuses, il est fort à craindre que d'ici peu, nous assistions à un nouvel encombrement devant les caisses des bureaux de chômage.

Les femmes des mobilisés se contenteront — forcément — de l'allocation militaire et les autres iront demander au bureau de chômage la bouchée de pain que leur signale ne peut plus leur procurer.

Les exemples : je pourrais les citer par centaines. Je me contenterai de quelques caractéristiques dans les différentes catégories de travail offertes aux femmes.

Dans la bantienne onest, par exemple, quelque part entre Colombes et Argenteuil, se trouve une usine qui, actuellement, embauche le personnel féminin. L'ayant appris, j'y envoyai dernièrement, avec un mot de recommandation pour le directeur, une malheureuse sans travail qui ne touche aucune allocation. Le lendemain, la pauvre femme revenait chez moi, éplorée.

— J'ai été embauchée sur votre recommandation et je vous en remercie me disait-elle, mais vraiment je ne sais si j'aurai la force de continuer. Le travail, en lui-même, est très pénible, mais ce n'est pas cela qui m'effraie le plus. Il faut être à l'atelier à 6 h. 1/2 du matin. A cette heure, pas de tramways. Il faut donc faire le trajet à pied, dans le froid et la nuit noire. Ce voyage nous le faisons à nous toutes qui habitons Colombes et qui sommes les plus nombreuses, près d'une heure de trajet.

Avant de partir, il a fallu préparer notre petit déjeuner du matin et empaqueter notre repas de midi. D'où l'obligation de nous lever au plus tard à 4 heures du matin. On mange froid à l'atelier, et, de nouveau au travail qui dure ordinairement jusqu'à 7 h. 1/2 du soir et bien-souvent jusqu'à 8 heures. Retour à pied, le long des routes sans bancs de gaz. A la maison, il faut allumer le feu, faire le dîner et le déjeuner du lendemain, et secouer la poussière et la crasse de l'usine. En résumé, il nous est impossible, en faisant toute diligence possible, d'être au lit avant 11 heures du soir.

— Et vous gagnez ?
— Deux francs vingt-cinq par jour ! On nous accorde, par exemple, un dimanche sur deux pour nous reposer.

Croyez-vous que si vous étiez à la place de cette femme, vous ne préféreriez pas vous contenter de l'indemnité de chômage, quelque maigre qu'elle puisse être ?

Le travail à domicile n'est guère mieux rémunéré. Actuellement, un peu partout, on confectionne en quantité des baillons et des masques contre les gaz asphyxiants. Ce travail est payé à raison de 8 francs le cent. Or, deux bonnes ouvrières en travaillant 11 heures par jour et possédant chacune une machine à coudre arrivent difficilement à faire quarante masques ou baillons à elles deux. D'où 4 francs à se partager. Et de cette somme il faut déduire le chauffage, l'éclairage, les aiguilles des machines, qui cassent fréquemment dans les triples couches de flanelle. Est-ce à rimpossible ?

Il va sans dire que lorsque les masques arrivent à l'ouvrière ils ont déjà passé entre les mains de cinq ou six intermédiaires qui, tous, ont prélevé — sans rien faire — la plus grosse part des bénéfices.

Le retouche ici est simple. Mettre l'ouvrière en rapport direct avec l'Intendance ou du moins avec une personne désignée par l'Intendance qui aurait un rôle d'entrepositaire, distribuerait et recevrait la marchandise et vérifierait le travail. Tant qu'il y aura des intermédiaires ceux-ci ne pourront vivre qu'aux dépens de l'ouvrière qui produit.

Quant aux usines, une surveillance s'impose. Il faut que les salaires de guerre soient en proportion avec les bénéfices réalisés par les patrons. Je connais plusieurs de ces derniers que je pourrais désigner par leur nom qui ne seraient pas de dire *coram populo* que jamais leurs affaires n'ont été aussi prospères que depuis la guerre.

De là à conclure que plus la guerre durera et plus ils seront contents, il n'y a qu'un pas.

Il ne faut pourtant pas qu'à l'heure tragique où nous vivons, l'occasion puisse être donnée à qui ce soit de tenir de semblables propos.

Charles SOURC.

P. S. — A la dernière minute on me donne, sur les bénéfices réalisés par les intermédiaires ces renseignements suggestifs.

Il y a un an environ, l'Intendance traita avec un entrepreneur à 0 fr. 50 pour la confection d'une musette à quatre poches, les intermédiaires chargés de l'exécution de ce travail, fournissant à leur frais le fil, recevaient 0 fr. 10 par musette. Donc lorsque le travail était terminé 2,000 x 0.10 = 200 fr. tandis que les intermédiaires avaient prélevé le bénéfice net de 2,000 x 0.40 = 800 fr. Quant à l'Intendance, elle payait bien le prix traité de 2,000 x 0.50 = 1,000 francs.

Je crois que le plus infime commentateur ne ferait que dévaloriser cet exemple.

LE PROBLÈME DES TRANSPORTS

N'achetons pas de bateaux

Utilisons mieux nos ressources

Il semble que la protestation du Bonnet Rouge, à laquelle se sont associés plusieurs de nos confrères, ait provoqué l'abandon du projet d'achat d'une flotte d'occasion. Espérons que nous n'en entendrons plus parler.

D'ailleurs, on nous signale que des industriels français procèdent couramment, en temps de paix, à des affrètements en Angleterre.

Mais ils se gardent bien d'acheter les navires, même lorsqu'ils fournissent les capitaux nécessaires à leur construction ou à leur achat.

Ils les louent pour une longue durée, avec un prix de transport forfaitaire.

Et jamais ils n'ont eu l'idée folle d'acheter des bateaux pour les faire exploiter par leurs vendeurs.

Mais, dira-t-on, on ne peut trouver de bateaux à louer.

A cela nous répondrons que les soixante qui sont à vendre doivent être à louer. Citer, peut-être.

Mais si onéreux que soit la location, elle sera certainement moins qu'un achat que le gouvernement français serait obligé de liquider au plus mal à la fin de la guerre.

Car on voit mal, pour le temps de paix, cette manière de monopole bâtarde, par lequel le gouvernement français concurrencerait, sous pavillon anglais, notre marine marchande.

Et si les armateurs anglais veulent faire chanter notre gouvernement, n'y a-t-il pas un commission internationale de ravitaillement qui peut demander au gouvernement anglais d'user de ses pouvoirs de réquisition ?

Il ne serait guère admissible que l'alliance ne jouât que pour nous empêcher de réclamer lorsque les Anglais réquisitionnent nos propres navires.

L'alliance, comme l'union sacrée, exige des égards réciproques, et nous sommes certains qu'il suffira de parler net et clair pour obtenir ce qui est nécessaire.

M. Briand a pu le constater par les résultats de son intervention personnelle et directe auprès des ministres anglais et le règlement tarifé mais heureux de la question de Salonique.

Qu'il n'hésite pas à continuer.

M. Charles Humbert, dans le Journal, entreprend une campagne de tous points excellente pour réveiller notre bureaucratie.

Il montre comment le « je m'en foutisme » universel, à commencer par celui des ministres responsables, nous a conduits à l'inextricable engorgement des gares, des ports, à l'embasade des wagons, à la pourriture des locomotives.

Mais on ne verrait que le petit côté de cette crise en l'accusant que l'inertie bureaucratique et le manque d'organisation.

Il y a autre chose.

Avant la guerre, le commerce s'est trouvé paralysé par la mobilisation.

On a laissé aux mains des Allemands une quantité de wagons.

On a mobilisé les jeunes classes des chemins.

On a cru faire assez d'assurer les services anémiques qu'exigeait l'état d'attente où tout le monde se cantonnait.

Depuis, la vie a repris.

La courte guerre, prévue d'abord, est devenue la guerre sans fin.

Il a fallu ravitailler le pays. On a vu, sous l'impulsion des commissions parlementaires, créer les usines de munitions, renouer les usines où le matériel de guerre se prépare et se fait.

Tout un mouvement industriel s'est produit qui a exigé des transports, des importations, du mouvement.

Les ports et les gares ont fait face du mieux à ce travail accru.

Mais il est fallu qu'un esprit prévoyant décidât de donner aux transports, comme aux usines, les moyens qui leur manquent.

On a cru faire assez de changer les horaires, d'augmenter le nombre des trains, de décaler le mouvement sans en créer les moyens.

Ce fut la même erreur que celle qui eut lieu jadis, lors du rachat.

Nous arrivons aujourd'hui à la période de crise.

Il faut non des bateaux supplémentaires, mais de l'énergie, de la décision, de l'organisation.

Il faut agir et vite repeupler les ports et les gares en matériel et en personnel.

Sinon, nul achat de bateaux ne pourra remédier au mal qui s'aggrave jusqu'à la catastrophe.

Autrichien et non Boche

Il y a, même en Autriche et en Allemagne, des gens que n'aveuglent point les bluffs sanglants du Kaiser. De ce nombre est l'écrivain socialiste, Frédéric Austerlitz, rédacteur en chef du journal de la Social-Démocratie à Vienne, le Wiener Arbeiter Zeitung.

Austerlitz vient de publier à Munich un livre qu'il a intitulé *Le Miroir aveugle*. Bien que la censure en ait supprimé les passages sans doute les plus sincères, cet ouvrage contient plus d'une page qui n'est pas d'un Boche.

Le *Miroir aveugle*, c'est la presse autrichienne qui représente les affaires d'Autriche non point telles qu'elles sont, mais telles que le pouvoir veut qu'elles soient.

Comment la guerre a-t-elle été accueillie en Autriche ? se demande Austerlitz.

« Si nous devions calculer l'effet de la guerre par ce que publient les feuilles autrichiennes, notre peuple apparaîtrait comme le plus enthousiaste entre tous les belligérants. Et selon de tels témoignages, la guerre, indépendamment de ses origines, encore confuses et contestées, aurait été conduite partout avec passion. Elle aurait été saluée comme la libération. »

La vérité est bien différente et les journaux mentent ou se trompent :

« Dans l'atroce convulsion causée par la conflagration mondiale, il importe de distinguer attentivement dans le miroir, les éléments de la vérité et les éléments étrangers qui y sont artificieusement mêlés. » (21 lignes supprimées par la censure allemande.) En Autriche, rien ne peut être publié sans la permission de l'autorité. (21 lignes supprimées.) La censure ne doit de compte à personne (3 lignes supprimées) et on évaluerait faussement son action si on

tenait seulement compte de ces taches blanches ; de telles traces ne sont qu'une infime preuve de son activité. Elle donne d'autres effets de la vigueur de sa puissance. (21 lignes supprimées.) La censure est dans tous les pays une institution de guerre, connue durant la paix ; on constate, en France et en Italie, sa confusion et son incapacité ; les censeurs viennois, au contraire, sont expérimentés et se conduisent avec une admirable perfection, avec une remarquable unité d'action. (25 lignes supprimées.)

Et voici à quoi conduit ce régime :

« Si la guerre n'avait pas limité fatalement la liberté de formuler les opinions, nos journaux n'auraient eu rien à dire, car ils ne possèdent pas d'opinion. L'honneur de lecteurs viennois par ses propres journaux est parfaitement raisonnable, elle provient de leur monotonie. Non seulement ils se ressemblent comme un œuf ressembla à un autre œuf, mais tout exemplaire est la répétition du précédent. Le plus grand journal de Vienne, au cours d'une année de guerre, n'écrivit qu'un article original, celui qui fut consacré à définir le nouvel ennemi italien, avec des termes hyperboliques. Mais cette fantasmagorie, cette éternelle diatribe ne fait qu'irriter les nerfs du public, il faut admettre que, pour nous, la guerre a fini par égaliser toutes choses et même les différents originalités des publicistes. Les ordres du jour du feld-marschal von Hofner semblent le mot de notre prose journalistique. En Allemagne, il y a au moins un peu de variété (2 lignes supprimées.) Mais à Vienne, il n'y a qu'un mot d'ordre : Taper du rsur l'ennemi ! Et on tape avec une uniformité devenue conventionnelle non plus par passion, mais par simple habitude de style. »

Malgré tout, le peuple ni les intellectuels n'acceptent point la guerre. « Si la réaction physique contre la guerre ne s'est pas encore produite chez nous, affirme Austerlitz, la réaction intellectuelle se fait sentir. »

LA GUERRE

Communiqués Officiels

Communiqué de 3 heures

Nuit relativement calme. Combats à coups de grenades en Artois, dans le secteur de Rocquencourt et de la ferme Chanecleer.

Entre l'Oise et l'Aisne, nos avions ont fait sauter un dépôt de munitions allemand au Nord de Puiseletine, dans la région de Tréport-Val.

Dans les Vosges au Ban de Sapt, nos batteries ont exécuté des tirs sur des troupes ennemies qui tentaient de réparer leurs tranchées bombardées par notre bombardement d'hier.

En outre des bombardements aériens signalés hier, nos avions ont exécuté dans la journée du 15 de nombreux vols de chasse.

Un de nos avions a attaqué au-dessus de Schleitstadt (Alsace) un appareil ennemi qui s'en est allé.

Deux autres ont livré combat en Artois dans les lignes ennemies contre trois « Albatros ». L'un de ces derniers a été contraint d'atterrir. Enfin, une de nos escadrilles, en collaboration avec des avions britanniques a bombardé le terrain d'aviation des Allemands à Hervilly (Somme).

Communiqués anglais

Londres, 14 décembre : Nous avons canonné aujourd'hui Comme-court, les tranchées allemandes à l'est de Givency et le village de Mesnil.

Nous avons riposté vigoureusement à l'artillerie ennemie qui canonna nos tranchées à l'est et au nord-est d'Ypres.

Hier soir, au Touquet, juste à l'ouest de la Lys, nous avons jeté dans une tranchée ennemie des avions britanniques à bord de deux grenades qui ont causé une grande confusion.

Le temps est clair et froid. — FRENCH.

Le nouvel an des Allemands

Une attaque foudroyante contre notre front

Le Daily Mail reproduit ce matin l'information suivante. Nous la donnons à notre tour en formulant les réserves qui conviennent. Nous ne tenons cependant pas cette nouvelle comme absolument fantaisiste. L'Allemagne ne peut évidemment songer à conclure une paix avantageuse tant qu'une décision ne sera intervenue sur l'un des principaux fronts. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que l'Etat-Major ennemi veuille cette décision sur leur front de l'ouest.

Nous savons d'ailleurs que des précautions sont prises sur nos lignes et que les forces allemandes sortent de leurs tranchées le premier de l'an elles trouveront le cadavre que nous réserverons à leur maître.

Rotterdam, 13 décembre. — La nouvelle de la défaite des Allems en Macédoine a mis les Alliés dans une joie qui continue au-delà et ils partent couramment d'une avance nouvelle.

La guerre aérienne

Un hydroplane allemand chassé et abattu

Londres, 15 décembre. — L'Amirauté communique :

« Tandis que l'officier aviateur Graham pilotant un avion avec des officiers observateurs, effectuait une reconnaissance au large de la côte belge, vers 3 heures 15 de l'après-midi, ils aperçurent un grand hydroplane allemand, au quel ils donnèrent la chasse. »

Après un sérieux engagement, l'appareil allemand fut abattu, mais il s'enferra avant de toucher les vagues de la mer et fit explosion. On ne retrouva aucune trace du pilote et d'observateur ennemis.

L'avion anglais fut sérieusement endommagé par le feu des mitrailleuses et tomba à la mer, mais les deux officiers qui le montaient furent recueillis sains et saufs.

Les Bulgares chez les Grecs ?

Athènes, 14 décembre. — L'attitude créée par la retraite des Alliés en territoire grec et l'approche des troupes bulgares et allemandes à la frontière grecque préoccupent vivement les cercles officiels grecs.

L'entrée des Bulgares en Macédoine grecque est considérée, dans les milieux compétents, comme très improbable.

Le gouvernement hellénique suit attentivement la marche des événements, prêt à prendre toutes les décisions qu'exigeraient les intérêts supérieurs du pays.

Athènes, 15 décembre. — Un communiqué officiel dément l'entrée des Bulgares en territoire grec.

Les journaux sont unanimes à déclarer que la présence des Bulgares en Macédoine grecque soulèverait l'indignation nationale.

Un régiment bulgare anéanti

Rome, 14 décembre. — Cinq mille hommes environ de l'avant-garde britannique, qui ont livré une furieuse bataille à Doligena, sont arrivés en Grèce. Les pertes bulgares furent très élevées. Ils perdirent tout près de 10,000 hommes samedi et dimanche à Doran et tombèrent abattus en tas par les Français à la bataille de Demli-Keapou, où le 1^{er} régiment bulgare, trompé par la faim d'une retraite du centre français, se trouva enveloppé et soumis au feu d'environ 200 canons sur un front d'environ trois milles. Le régiment fut balayé.

Bourse de Paris

DU MERCREDI, 15 DECEMBRE 1915

Marché sans changement appréciable, américains, en progrès marqués. L'émission de l'Emprunt National clôture aujourd'hui, mais il faut se garder de toute évaluation prématurée sur le montant global de la souscription, car le résultat définitif ne pourra être établi avant une semaine ; on tous cas, on peut s'attendre à un incontestable succès.

Fonds d'Etats : Français 3 1/2, 64 50 ; 3 1/2, 90 85. — Italien, 78 60. — Actions diverses : Lyonnais, 926. — Crédit Foncier, 620. — Banque de l'Algérie, 2349. — Nord de l'Espagne, 397. — Andalous, 397.

CE JOURNAL NE DOIT PAS ÊTRE CRIÉ

UN FAUX

L'Action française commente le petit fillet que nous avons consacré à Daudet et à ses histoires policières. Le journal des bandits raconte que nous voulons au secours de Rosenberg et met entre guillemets les mots suivants, pour donner à croire qu'ils sont extraits du Bonnet Rouge :

« Rosenberg ne réside pas en France, mais en Suisse, dit le Jorhon, vous n'avez donc pas, vous Français, à vous mêler de ce qu'il fait en dehors des frontières, ni vous, ni la police française. »

Or, voici ce que nous avions écrit : « Pour montrer que la police est mal faite à Paris, Léon Daudet dénonce à M. Malvy la présence du banquier hongrois Rosenberg à Genève. Le scandale est plus criant encore : ce Rosenberg ne réside pas à Genève ; il va et vient dans toute la Confédération ; on le voit à Zurich, et puis à Lausanne et, comme la frontière franco-suisse n'est pas fermée, il rencontre dans ces villes des gens qui viennent de France. Reconnaissez donc que la police est bien mal faite à Paris. »

L'Action française commente donc un faux. Ce faux, elle le fait suivre d'une maladresse. On ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu. Elle parle de « captation d'héritage » dans la maison de Léon Daudet.

La Souscription à l'Emprunt national sera close ce soir 15 décembre

Vous n'avez plus qu'un jour pour souscrire à l'Emprunt National. Demain, il serait trop tard ! Aidez à la libération de la France ! Ecoutez la voix de votre patriotisme ! Hâtez-vous de répondre à l'appel de la France ! Demain, il serait trop tard ! Le fonds national 5 % est le plus solide et le plus avantageux des placements. Il donne à ceux qui le possèdent un revenu annuel de 5,73 %. Il leur fournit un moyen de crédit. Hâtez-vous de répondre à l'appel de la France ! Demain, il serait trop tard ! Vous devez et vous voulez, vous commandez

Les Articles du Général Percin

Après le Rappel, la Libre Parole et l'Ardennais de Paris, d'autres journaux commentent les articles de notre éminent collaborateur le général Percin.

Sous le titre : « La vérité sur l'abandon de Lille », notre excellent confrère Le Carnet de la Semaine reproduit la plus grande partie de l'article de notre collaborateur sur cet épisode, « qui, dit-il, fut prétexte à d'odieuses calomnies contre le vaillant chef à qui nous devons nos batteries de 75. » Et Le Carnet de la Semaine conclut par ces mots :

« Et maintenant, honte aux diffamateurs et aux menteurs ; le pays connaît la vérité et il jugera. »

A Toulon, c'est le Petit Var, le grand quotidien républicain socialiste du Sud-Est, qui après avoir analysé l'article de notre collaborateur dont il cite de nombreux passages, demande s'il ne se trouvera pas quelque parlementaire pour demander « un nom d'abord » et « des sanctions ensuite. »

Même question dans l'Union Républicaine de Rodez qui reprend les conclusions du Rappel et demande : « quelles sont les autorités civiles qui ont abandonné Lille à l'ennemi ? »

Pour M. Clemenceau

Nous avons reproduit hier un écho du Cri de Paris, relatif à l'étrange propagande qu'un homme politique français est allé faire en Angleterre sur la question de notre intervention à Salonique.

Nous avons donné le nom que le Cri de Paris ne donnait pas et nous avons demandé, étant donné les liens qui unissent M. le comte d'Annay à M. Clemenceau, si ce singulier missionnaire n'agissait pas pour le compte du Tigre.

En posant cette question, nous nous faisons l'écho d'un bruit qui depuis quelque temps déjà, circule d'un bout à l'autre du monde politique et journalistique français.

Nous pensons que c'est rendre service à M. Clemenceau que de lui fournir l'occasion de démentir d'un mot l'attitude de qu'il a eue — et ils sont nombreux ! — lui prêtent.

Un Français, un parlementaire français, un ancien ministre français, un président d'une commission parlementaire française, essayant en pleine action de détourner de nous un allié !... Est-ce possible !

Passé encore pour M. d'Annay. Mais M. Clemenceau !... M. A.

Les Marchés de la Guerre

La Chambre a entendu, hier, M. Simyan, député radical-socialiste, développer son interpellation sur les marchés de la guerre. L'honorable député a tenu la tribune quatre heures. Avec autant de courage que de patience, il a dénoncé les trafics criminels d'une foule d'individus tarés qui s'improvisent, au lendemain de la mobilisation, fournisseurs de l'armée, et mirent au pillage le budget de l'Etat.

Ces actes doivent être punis. Leurs auteurs doivent être châtiés. Il faut que l'interpellation Simyan soit suivie de la constitution d'une commission d'enquête, d'une commission qui ait pleins pouvoirs pour agir, d'une commission parlementaire avec pouvoirs judiciaires.

Et, si l'on nous en croit, cette commission, on la recrutera parmi les députés, exclusivement : on aura ainsi toutes les ga-

Dans Paris

LA COLERE DU TUEUR DE PORCS. — Dans la cour de l'abattoir de la Villette, deux meneurs de viande, Bailly et Christophe, s'amusent à bousiller le tueur de porcs Devynous, de Pantin. Prenant mal la plaisanterie, celui-ci sortit un revolver de sa poche et fit feu sur Bailly. La balle siffla à l'oreille de celui-ci et alla atteindre en plein poitrine Christophe, qui tomba mort.

Devynous a été arrêté par M. Puyost, commissaire de police, qui l'a envoyé au dépôt.

